



Centre canadien
de gestion

Canadian Centre for
Management Development

C C G
C C M D

LA NOUVELLE AMÉRIQUE DU NORD

**SOMMAIRE DES DISCUSSIONS
ENTRE EXPERTS ET
FONCTIONNAIRES**

Septembre – Novembre 2003

*John Higginbotham
et
Kevin Ginter*

Canada

Pour plus d'information ou pour obtenir des copies supplémentaires, veuillez communiquer avec le Groupe de la recherche et des relations universitaires du Centre canadien de gestion.

Téléphone : (613) 947-3682

Télécopieur : (613) 992-1736

Courriel : publications@ccmd-ccg.gc.ca

Les idées et les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement la position du Centre canadien de gestion.

© Centre canadien de gestion, 2004

Données de catalogage avant publication de la Bibliothèque nationale du Canada

Higginbotham, John (John Patrick)

La nouvelle Amérique du Nord : sommaire des discussions entre experts et fonctionnaires

Texte en français et en anglais disposé tête-bêche.

Titre de la p. de t. addit. : The New North America.

Série de séminaires et d'ateliers qui ont eu lieu à l'automne 2003.—Remerciements.

Publ. aussi sur l'Internet.

ISBN 0-662-68006-5

N° de cat. SC94-110/2004

1. États-Unis – Relations extérieures – 2001 – Congrès.
 2. États-Unis – Conditions économiques – 2001 – Congrès.
 3. Valeurs sociales – États-Unis – Congrès.
 4. États-Unis – Relations extérieures – Canada – Congrès.
- I. Ginter, Kevin.
II. Centre canadien de gestion.
III. Titre.
IV. Titre : The New North America.

E895.H53 2004

973.931

C2004-980081-7F

Internet :

ISBN 0-662-76020-4

N° de cat. SC94-110/2004F-PDF

ISBN 0-662-76021-2

N° de cat. SC94-110/2004F-HTML

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CENTRE CANADIEN DE GESTION.....	II
REMERCIEMENTS	IV
VUE D'ENSEMBLE	1
RAPPORT DE LA PREMIÈRE SÉANCE : LA VISION AMÉRICAINE DU MONDE EN CONSTANTE FLUCTUATION	6
RAPPORT DE LA DEUXIÈME SÉANCE : MOTEUR ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS : LES POINTS FORTS ET LES RISQUES	13
RAPPORT DE LA TROISIÈME SÉANCE : L'ÉVOLUTION DES VALEURS AMÉRICAINES : COMPRENDRE LE TISSU SOCIAL AMÉRICAIN	21
CONCLUSIONS	29

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CENTRE CANADIEN DE GESTION

Mettre de l'avant les intérêts du Canada et renforcer sa souveraineté au sein d'une Amérique du Nord en rapide évolution sont deux des défis stratégiques cruciaux des politiques auxquels doivent faire face tous les ministères et hauts responsables de la fonction publique. Une saine relation avec notre voisin et principal partenaire commercial, la superpuissance que sont les États-Unis, est primordiale pour la prospérité du pays et complète bien notre internationalisme reconnu de longue date.

La démarcation qui autrefois séparait les aspects internes et internationaux de l'économie et de la sécurité s'efface de plus en plus devant l'intégration économique grandissante du continent et les bouleversements du contexte stratégique depuis les événements du 11 septembre 2001. Du coup, de nouveaux défis se posent pour le Canada, dans le domaine de la politique stratégique et de la gestion horizontale, surtout en rapport avec les États-Unis.

C'est pour ces raisons que le Centre canadien de gestion a organisé, en 2003 et 2004, une série de séminaires et d'ateliers pour les sous-ministres et les sous-ministres adjoints et deux voyages d'études à Washington D.C. pour les participants dans le but de favoriser une compréhension plus profonde des tendances et des questions, tant en Amérique du Nord que dans le reste du monde, qui servent de toile de fond à l'élaboration et à la gestion des politiques stratégiques actuelles.

En automne 2003, le Centre a réuni des groupes de hauts fonctionnaires avec des experts américains et canadiens provenant des sphères politique et universitaire, des médias, des groupes de réflexion et du milieu des affaires pour environ 30 heures de débats et de discussions sur : a) la politique étrangère et la vision du monde des États-Unis après le 11 septembre; b) l'économie américaine; et, c) les tendances partagées et divergentes des valeurs sociales. Cette publication

contient un rapport provisoire sur les trois premières séances qui ont surtout porté sur les tendances aux États-Unis. Dans les séances à venir, nous nous pencherons sur des sujets comme la sécurité, la gouvernance sur le continent (y compris le Mexique) et les possibilités pour le Canada.

Les discussions se sont très bien déroulées et la réponse des hauts fonctionnaires a été très enthousiaste, en grande partie grâce à l'énergie et à l'expérience des co-présidents, le professeur John English de l'Université de Waterloo et le professeur Charles-Philippe David de l'Université du Québec à Montréal.

Les discussions n'avaient rien d'officiel et les participants ont parlé en leur nom, mais j'ai cru bon de faire un résumé afin de donner à d'autres une idée de ce qui s'est dit. J'aimerais remercier John Higginbotham, collaborateur émérite au CCG (qui a mis au point cette série), et à Kevin Ginter, conseiller principal en politiques, des Programmes d'apprentissage pour les sous-ministres et les sous-ministres adjoints au CCG, d'avoir rédigé ce document. Il va sans dire que ce rapport n'est pas exhaustif et ne présente qu'une partie des riches et vastes discussions qui ont eu lieu. Il ne faut absolument pas y voir le reflet d'une quelconque politique gouvernementale.



Janice Cochrane
Présidente
CCG

REMERCIEMENTS

Le Centre canadien de gestion souhaite souligner la contribution des personnes suivantes qui ont participé à titre de conférenciers et de panélistes à la série de séminaires avancés pour les sous-ministres ainsi qu'aux ateliers pour les sous-ministres adjoints qui ont eu lieu à l'automne 2003.

HENRY J. AARON

Attaché supérieur de recherches en études économiques
Chaire Bruce et Virginia MacLaury
Brookings Institute

MICHAEL ADAMS

Président
Environics Research Group
*Auteur de Fire and Ice:
Canada, the United States and the Myth of Convergence*

KARLYN BOWMAN

Chercheur rattaché à
l'American Enterprise Institute
Collaboratrice à *Roll Call*

DONNA BRAZILE

Présidente
Democratic National Committee's Voting Rights Institute
Directrice de campagne pour Gore-Lieberman 2000

RICHARD BURKHOLDER

Directeur d'International Polling
The Gallup Organization

DREW FAGAN

Directeur du bureau d'Ottawa
The Globe and Mail

LEWIS FELDSTEIN

Président
New Hampshire Charitable Foundation
Co-auteur de *Better Together: Restoring the American Community*

DIANE FRANCIS

Envoyée spéciale et chroniqueuse des affaires financières
The National Post

MARCUS GEE

Chef éditorialiste et chroniqueur des affaires internationales
The Globe and Mail

DAVID HAGLUND

Professeur de sciences politiques
Université Queen's

GEORGE HAYNAL

Directeur
Broad View Inc.

JACK JEDWAB

Directeur exécutif
Association des Études canadiennes

BILL KELLY

Directeur
Affaires gouvernementales internationales
Ford Motor Company

WALTER RUSSELL MEAD

Attaché supérieur de recherche Henry Kissinger
en politique étrangère américaine
Council on Foreign Relations
Auteur de *Special Providence:
American Foreign Policy and
How it Changed the World*

JOHN NOBLE

Directeur de recherche et communications
Centre for Trade Policy and Law
Université Carleton

RICHARD PERLE

Ancien président
Defense Policy Board du Pentagone

GENE SPERLING

Attaché supérieur de recherche en politique économique
Directeur du Center on Universal Education
Council on Foreign Relations
Ancien conseiller en économie nationale du président Clinton

Co-présidents

JOHN ENGLISH

Professeur d'histoire
Université de Waterloo

CHARLES-PHILIPPE DAVID

Titulaire de la Chaire Raoul Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal



VUE D'ENSEMBLE

La vision américaine du monde en constante fluctuation

La première séance pour les sous-ministres et les sous-ministres adjoints a porté sur la politique étrangère de l'administration Bush à la suite du 11 septembre, en particulier la guerre en Irak. Les participants ont tenté de cerner les facteurs passés et présents qui ont fait du « mondialisateur » décontracté qu'étaient les États-Unis des années 1990 en « hyper-puissance » des années 2000. Les États-Unis ont adopté une stratégie de sécurité qui promet une guerre sans merci au terrorisme rattaché à des armes de destruction massive, même si elle doit entraîner, en dernier recours, un changement de régime unilatéral et préventif.

Des discussions, il est clairement ressorti que les événements du 11 septembre à New York et à Washington D.C. ont choqué la population américaine et lui ont fait prendre conscience que les océans ne la protégeaient pas d'un monde dangereux et qu'il existait des groupes actifs et prêts à utiliser des moyens encore plus extrêmes pour attaquer des Américains innocents à l'intérieur même du continent s'ils le pouvaient. Les participants canadiens ont admis qu'ils ne mesuraient pas encore toute la profondeur de ce sentiment ni ses conséquences à long terme.

Le geste des États-Unis contre l'Irak n'a fait qu'élargir les dissensions entre les États-Unis (comparés à « Mars » par un penseur) et certains pays européens de l'Ouest (« Vénus »), qui s'étaient formées à la disparition de l'ennemi commun qu'était l'Union soviétique et auxquelles les Nations Unies (ONU) n'ont jamais pu remédier.

La fusion de l'Islam radical, du terrorisme, des états voyous et des armes de destruction massive est un phénomène nouveau et toute administration américaine, qu'elle soit républicaine ou démocrate, y opposera une résistance vigoureuse. Par contre, ce qui n'est pas nouveau pour les États-Unis est le sentiment qu'ils ont une mission par rapport au reste du monde et leur refus de toujours laisser une autre puissance dominer l'Asie ou l'Europe au désavantage de l'État américain. Depuis cent ans, les États-Unis interviennent régulièrement pour l'équilibre du pouvoir, les sphères

d'influence et la libre circulation des marchandises et des navires, et pour promouvoir la démocratie et les valeurs du libre marché.

Dans le contexte historique, la politique étrangère américaine n'a pour ainsi dire pas changé depuis le 11 septembre, mais la Stratégie de sécurité nationale, très explicite (peut-être même trop), l'invasion de l'Irak en 2003 et le style de l'administration Bush contribuent à suggérer le désengagement des États-Unis des institutions multilatérales en faveur des politiques unilatérales fondées sur l'intérêt national et évaluées en fonction de résultats, et non de résolutions. Même si c'est là un portrait très incomplet de la réalité (il ne faut pas oublier que les États-Unis appuient en fait, certaines institutions multilatérales et sont eux-mêmes polarisés en ce qui concerne les détails de la politique anti-terroriste), la rhétorique américaine diffère grandement de l'internationalisme pratique des Canadiens.

*Les participants à l'atelier ont mis en opposition la *realpolitik* américaine et l'internationalisme canadien, dans un contexte amical. Mars et Vénus ont évidemment des difficultés à aplanir, mais il a été mentionné lors de la discussion qu'il était inévitable que les deux pays arrivent à trouver des terrains d'entente étant donné leur relation profondément ancrée dans l'histoire, la géographie ainsi que leurs valeurs et intérêts fondamentaux communs.*

Le moteur économique des États-Unis : les points forts et les risques

Dans le cadre de la deuxième séance, les participants se sont penchés sur les tendances de l'économie américaine, dont ils reconnaissent toute l'importance pour le Canada étant donné ses liens organiques avec cette économie, la plus grande et la plus avancée du monde. Les États-Unis sont les chefs de file de nombreux domaines technologiques, ils proposent aux entreprises un régime financier et réglementaire favorable, ont un marché interne colossal, et se caractérisent par une culture qui pousse à l'individualisme et à l'innovation, des multinationales dynamiques et une main-d'œuvre de grande qualité. Malgré les vulnérabilités de ce pays — les déficits budgétaire fédéral et de la balance commerciale, le fort endettement des consommateurs, la concurrence étrangère, les réserves intérieures limitées de pétrole et de gaz naturel — aucun signe réel ne permet de penser que

des forces internes ou externes sous-jacentes pourraient affaiblir prochainement sa prédominance économique internationale.

La discussion a focalisé sur les signes avant-coureurs des dangers à venir, surtout les déficits budgétaires, le financement des soins de santé à une population vieillissante, la politique protectionniste dont l'attrait grandit, l'affaiblissement du soutien des États-Unis aux institutions internationales et l'impact du besoin urgent de sécurité sur de nombreux régimes de politiques.

Les participants ont discuté des récentes tendances de l'économie américaine, de leurs incidences possibles sur les élections présidentielles de 2004 et de leur portée significative sur le leadership du gouvernement américain dans l'économie internationale. Les États-Unis se remettent tranquillement, mais sûrement, d'une légère récession, mais souffrent encore de la surcapacité issue du boom du secteur électronique des communications des années 1990, ainsi que des effets négatifs qu'ont eu le 11 septembre, l'Irak et la mauvaise gouvernance des entreprises sur la confiance des consommateurs et le milieu des affaires.

Les très faibles taux d'intérêt, les récentes baisses « keynésiennes » des impôts et la chute du dollar américain stimulent l'économie comme ils devraient, mais le manque d'investissements dans les entreprises et les changements structurels survenus dans l'économie américaine et dans l'économie globale ont découragé la création d'emplois au-delà de toute attente. Le déficit budgétaire actuel n'est pas en lui-même une source de grande inquiétude, car le pays finance actuellement une guerre et sort tout juste d'une récession. À plus long terme, le consensus sur le contrôle du déficit budgétaire étant brisé, on a tout lieu de se demander si le pays pourra subvenir aux besoins en soins de santé et en sécurité sociale de la population vieillissante, d'ici dix ans. On n'a pas encore une idée très nette des impacts de la baisse du dollar américain mais elle pourrait avoir un effet considérable sur la compétitivité des partenaires commerciaux des États-Unis, tel le Canada. Les experts se sont dits impressionnés par la résistance et la flexibilité de l'économie américaine, et sa capacité de stimuler le changement et d'y réagir.

Même si les forces fondamentales énormes qui soutiennent l'économie américaine ne sont pas menacées pour le moment, certains analystes

affirment que les États-Unis vont connaître une période d'ajustement à l'économie mondiale plus difficile que prévue. L'acquisition à l'étranger de services de haute valeur par des cols blancs et la quantité et l'éventail grandissant des produits importés de Chine sont les deux nouveaux pôles des pressions protectionnistes, subtilement renforcés par l'insécurité psychologique qui persiste depuis les événements du 11 septembre. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et la concurrence avec le Mexique restent aussi des sujets névralgiques de la politique américaine et ni les négociations commerciales d'Al-Dawha ni l'Accord de libre-échange des Amériques (ALÉA) n'évoluent aussi bien qu'on l'avait espéré. Même si les États-Unis sont conscients de l'intérêt vital du libre-échange international pour eux, les dirigeants semblent s'engager pour une longue période de basse conjoncture à en juger tant par les Républicains que par les Démocrates.

L'économie et l'Irak seront deux thèmes critiques des élections présidentielles de 2004. Les experts démocrates et républicains se sont entendus pour dire que les manchettes d'aujourd'hui ne sont pas une raison pour rayer le président de la carte. Le président Bush essaiera de continuer à neutraliser le facteur économique, en espérant que la récente croissance découragera les accusations de « reprise sans emploi ». Malgré les problèmes survenus en Irak après la victoire, Bush est perçu comme un leader puissant sur le front de l'anti-terrorisme et de la sécurité. C'est là un avantage certain pour Bush et une question délicate pour les Démocrates. En revanche, Bush est de plus en plus critiqué par la droite républicaine qui lui reproche l'augmentation des dépenses publiques durant son premier mandat et doit faire face, au Congrès, à diverses pressions protectionnistes, une tendance qui compliquera la tâche du Canada qui cherche à préserver et à stabiliser son accès au marché américain.

L'évolution des valeurs américaines : comprendre le tissu social américain

La troisième séance a permis d'examiner les tendances à long terme des valeurs américaines, expression de celles-ci dans la politique nationale par la voie du processus politique ainsi que les contrastes importants entre les valeurs et les choix politiques des Canadiens.

Si, sur la scène internationale, les Américains et les Canadiens partagent de nombreuses caractéristiques sociales et culturelles, certains

participants ont fortement défendu l'idée d'une divergence considérable et probablement grandissante entre le Canadien et l'Américain « moyens » en ce qui a trait au nationalisme, à la religion, au rôle et à l'utilisation du pouvoir militaire, au rôle du gouvernement (par ex. dans la redistribution du revenu des riches aux pauvres), à la tolérance envers la diversité (par ex., le mariage gay, la dépénalisation de la marijuana) et aux attitudes envers les sources d'autorité traditionnelle.

Ces divergences sont le fruit des différences entre nos racines et les forces intérieures qui se sont exercées pendant les années 1980 et 1990, en particulier l'influence grandissante du néo-conservatisme et de la droite religieuse aux États-Unis, alors que le Canada a largement maintenu le cap vers un état social libéral. Un revirement étonnant s'est amorcé avec la perte par le parti démocrate de sa position privilégiée comme leader « naturel » au Congrès, au risque même de devenir un parti minoritaire permanent concentré dans la région du nord-est et sur la côte ouest. Les Républicains ont pris le contrôle de la présidence, du Congrès et de la majorité des gouvernements étatiques. Parallèlement la montée du nationalisme après le 11 septembre a poussé les États-Unis vers la droite, ce qui a creusé encore davantage l'écart avec les valeurs et les politiques canadiennes.

Néanmoins, nous aurions tort de penser que ce sont là des tendances généralisées, homogènes et irréversibles. Les valeurs, les opinions et les politiques américaines demeurent fortement polarisées et fragmentées, et de fortes pressions se font sentir, tant dans le caractère national du pays que dans son régime démocratique très souple et fluide qui ramène les extrêmes vers le centre politique. La perception actuelle de la croissance des divergences fondamentales entre les valeurs canadiennes et américaines est magnifiée par les positions partisans des Républicains qui contrôlent la présidence et le Congrès et qui s'opposent aux positions centristes du gouvernement canadien.

Aucun des participants ne craint la convergence inévitable des valeurs canadiennes et américaines, et personne n'a pensé que le Canada encourait des conséquences négatives en maintenant sa politique sociale progressive. Selon des participants, les Américains considèrent que ces questions ne concernent que le Canada et qu'elles font l'objet de débats politiques et sociaux aux États-Unis aussi.

RAPPORT DE LA PREMIÈRE SÉANCE : LA VISION AMÉRICAINE DU MONDE EN CONSTANTE FLUCTUATION



La première séance de la série a traité de la politique étrangère et de sécurité des États-Unis suite aux attaques terroristes du 11 septembre. Les participants ont examiné, à partir de différents points de vue, les contextes présent et passé des politiques américaines dans ces domaines.

La nouvelle ère en matière de politiques étrangère et de sécurité introduite par l'administration Bush s'est matérialisée en septembre 2002, lors du lancement de sa Stratégie de sécurité nationale. Cette stratégie, qui se veut la réponse américaine aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, réhabilite les notions de préemption et d'unilatéralisme lorsque tous les autres moyens sont épuisés. Autrement dit, les États-Unis n'avaient plus besoin d'attendre que de telles attaques se reproduisent avant d'agir, mais devaient plutôt « agir contre les menaces avant qu'elles ne prennent forme ». Cette doctrine a servi de toile de fond pour la guerre en Irak dans le but d'éliminer le régime de Saddam Hussein.

L'impact de la préemption en tant que pierre angulaire des politiques étrangère et de sécurité des États-Unis sur ses alliés tels que le Canada et la détermination des États-Unis de faire peut-être cavalier seul au besoin a été en grande partie le sujet de la discussion à cette séance.

On a d'abord rappelé aux participants que, même si la politique étrangère américaine a récemment soulevé l'inquiétude et des protestations générales dans de nombreux pays, Georges W. Bush, lors de sa campagne présidentielle de 2000, a exprimé peu d'intérêt de voir les troupes américaines impliquées dans un conflit à l'étranger. Ce sont les attaques du 11 septembre et le besoin urgent de prévenir d'autres attaques qui pourraient s'avérer encore plus funestes qui ont poussé le président Bush à réévaluer radicalement la politique étrangère de son pays, ce qui a donné lieu à la Stratégie de sécurité nationale de 2002.

La prise de conscience du fait que les États-Unis pouvaient, si nécessaire, agir sans le consentement de leurs alliés européens et de l'ONU — et qu'ils ne pouvaient pas compter sur leurs alliés les plus proches lorsqu'ils déclaraient leurs intérêts vitaux en jeu — a causé la fissure de l'Alliance transatlantique créée pendant la guerre froide. L'alliance de la guerre froide, formulée dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), avait réussi parce que les Européens et les Américains s'étaient entendus sur la nature de la menace que représentait l'Union soviétique et sur la façon d'y faire face. En outre, les Européens avaient compris que leur sécurité dépendait directement de la puissance des États-Unis et de leur présence en Europe.

Pour quelques observateurs, la fin de la guerre froide au début des années 1990 a marqué le déclin de ce consensus transatlantique. Selon eux, alors que l'Europe évolue désormais dans le sens d'une plus grande intégration, elle cherche aussi à solidifier sa position sur la scène internationale en misant sur l'unification et l'indépendance. Ainsi, « l'âge d'or » des alliances centrées sur les États-Unis touche peut-être à sa fin. D'autres ont exprimé l'avis que, pour les États-Unis, il ne s'agit pas nécessairement de l'obstacle insurmontable dont parlent certains, car les États-Unis peuvent s'ajuster et trouver des « coalitions de partenaires pour une même cause » lorsque c'est nécessaire.

Certains participants ont fait valoir que les institutions multilatérales et internationales existantes, telles que l'OTAN et l'ONU, avaient fait leur temps et n'étaient plus pertinentes dans cette nouvelle ère. L'ONU en particulier avait pour mandat de gérer les menaces conventionnelles à l'intérieur des États selon le contexte traditionnel. Elle n'est pas en mesure de faire face aux nouvelles menaces que représentent les terroristes ou les états manqués ou voyous.

D'autres participants ont cependant exprimé leur inquiétude au sujet de l'affaiblissement du soutien des États-Unis à un système international fondé sur des règles au profit de la préemption. Les notions de préemption et d'unilatéralisme doivent être mûrement revues, il est temps de repenser nos intérêts communs et de travailler collectivement à un

plan d'action partagé par tous. Il est évident que considérer que les Américains et les Européens ont perdu tout intérêt dans l'Alliance transatlantique et les Nations-Unies est une exagération. Cependant, le multilatéralisme ne garantit pas une politique et il ne faut pas tenir pour acquis que les règles sont efficaces simplement parce qu'elles existent. Après tout, les terroristes et les états voyous qui les soutiennent n'ont pas joué et ne jouent pas selon les règles. C'est évident!

Selon les participants, les États-Unis ne devraient pas oublier que les Canadiens et les Canadiennes ont partagé les souffrances du 11 septembre et sont prêts à coopérer pour défendre l'Amérique du Nord. La position du Canada en ce qui a trait à l'Irak a découlé du sentiment que ce pays ne représentait pas une menace immédiate pour les États-Unis. Néanmoins, nos actions en Afghanistan ont démontré que nous avons pris la menace du terrorisme sérieusement.

Même à l'ère de la mondialisation, les États-nations demeurent très importants et la décision finale sur ce qui constitue une menace ou non revient au pays concerné. Suite aux attaques du 11 septembre, certains participants ont soutenu que les États-Unis n'avaient pas droit à l'erreur. De plus, ceux qui craignent que les États-Unis « perdent la tête » doivent comprendre que la doctrine de la préemption ne s'appliquera qu'aux cas les plus « nocifs », c'est-à-dire lorsque toutes les autres approches auront échoué.

Quelques participants se sont demandés quel pouvait être l'effet, sur l'idéologie des terroristes, du soutien américain à Israël. On leur a rappelé que les terroristes du 11 septembre n'avaient aucun lien avec la Palestine et étaient vraisemblablement motivés par une vision du monde islamique fanatique. Il est sans doute important de garder à l'esprit que les attaques terroristes d'Al-Qaïda ont commencé au début des années 1990 au moment de la signature des Accords d'Oslo. La croyance en une paix durable au Moyen-Orient n'avait jamais paru si justifiée. Certains participants ont affirmé qu'aucun pays n'a plus cherché à contribuer à l'établissement d'une paix durable entre les Israéliens et les Palestiniens que les États-Unis.

L'attention s'est ensuite déplacée vers ce qui motive l'administration américaine à faire la guerre au terrorisme. L'accueil froid que les délégués de l'ONU ont réservé au président Bush en automne 2003 a illustré les difficultés que les États-Unis rencontreront dans la communauté internationale dans leurs efforts pour appliquer leur nouvelle politique étrangère. Un participant a estimé que l'attitude des délégués de l'ONU envers le président Bush montre que le reste du monde ne « comprend » pas George W. Bush. Le monde se demande ce qui le motive, ce qui l'incite à poursuivre un plan d'action que certains qualifient d'agressif sans guère se soucier des institutions internationales.

Certains participants croient que l'administration américaine est motivée par la peur bien ancrée que les États-Unis soient encore la cible d'attaques encore plus meurtrières que celles du 11 septembre. Étant donné les difficultés que posent la détection et l'interception de toutes les menaces possibles et imaginables et la défense devant ces menaces, le président Bush et ses conseillers ont décidé que le mieux était encore de passer à l'offensive. Les craintes de l'administration Bush peuvent sembler exagérées aux populations d'autres pays qui voient donc dans la stratégie unilatérale de préemption une réaction excessive — mais avec le développement des capacités nucléaires — et peut-être de « bombes libres » — en Iran et en Corée du Nord, de telles craintes peuvent être justifiées. Quoi qu'il en soit, peu importe ce que pensent les détracteurs de la politique étrangère des États-Unis, ceux-ci n'ont pas encore proposé de solution de rechange multilatérale convaincante pour la sécurité de la population américaine.

D'après certains participants, les craintes des détracteurs que les États-Unis agissent unilatéralement et préventivement avec désinvolture sont excessives. Il est clair que, indépendamment des restrictions de la Stratégie de sécurité nationale, les États-Unis s'engageront dans une voie de l'« unilatéralisme sélectif ». Malgré que les coûts de la guerre, tant humains qu'économiques, n'aient pas été élevés jusqu'à maintenant d'un point de vue historique, il est possible que les États-Unis n'aient quand même pas les moyens de les assumer à long terme dans le contexte actuel. De plus, malgré la politique actuelle des États-

Unis, ce pays a toujours eu la tendance plus profonde, comme l'avait conseillé Jefferson, à éviter « les alliances compliquées » et « les aventures à l'étranger ». Cette vision avait d'ailleurs été renforcée pendant un temps par l'expérience du Vietnam. Des facteurs nationaux et internationaux pourraient certes limiter l'action militaire des Américains à l'étranger en faveur de la poursuite de leur Stratégie de sécurité nationale.

Les incidences de la Stratégie se feront certainement sentir au Canada et dans les autres pays de l'hémisphère occidental. En fait, on peut dire que cet hémisphère constitue la première zone de sécurité des États-Unis, tant sur le plan historique (la doctrine de Monroe) que sur le plan géographique. Les participants ont divisé l'hémisphère en cercles concentriques dont le premier comprend le Canada, le deuxième le Mexique, et le troisième le Brésil ainsi que le cône Sud de l'Amérique du Sud. Dans cette région, les économies fragiles et les dures réalités sociales, que connaissent de nombreux pays à la suite de dix ans de réformes économiques néo-libérales prônées par les Américains dans le cadre du fameux « consensus de Washington » (avec résultats mitigés) compliquent la situation pour les États-Unis. Bien que des gouvernements démocratiques soient au pouvoir dans toute l'Amérique latine et les Antilles (sauf à Cuba), la croissance économique durable et la réduction importante de la pauvreté demeurent problématiques. Il reste à savoir comment les préoccupations pour la sécurité des États-Unis s'intégreront dans l'économie déjà préoccupante de l'Amérique latine.

En fait, l'économie et le commerce (et non la sécurité) seront les préoccupations principales de l'hémisphère occidental et de nombreux pays de la planète. Suite au recul de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Cancun et au ralentissement des négociations de l'ALÉNA, quelle sera la politique des États-Unis pour encourager l'intégration économique et le développement de l'hémisphère occidental et du monde entier? Les participants ont remarqué que, si le président avait un pouvoir considérable en matière de politiques étrangère et de sécurité, il en avait moins en ce qui concerne les accords commerciaux internationaux. Dans ce domaine, il doit travailler de plus près avec le Congrès qui détient d'importants pouvoirs

constitutionnels en ce qui concerne le commerce international. La preuve est que de nombreux traités commerciaux n'ont jamais été ratifiés par le Congrès des États-Unis.

Enfin, une perspective historique de la vision du monde par les États-Unis a été présentée aux participants. Il est devenu courant de parler de la Stratégie de sécurité nationale comme étant un document marquant, à l'origine d'un tournant décisif dans les politiques étrangère et de sécurité américaines. Pourtant, sous certains aspects, peu de choses ont changé : les États-Unis ont toujours poussé pour la libre circulation des gens et des marchandises; ils ont toujours été prêts à prendre des mesures préventives pour se défendre (par le passé, les Européens se sont aussi accordés ce droit) et, depuis la Deuxième guerre mondiale, ils ont toujours été résolus à maintenir leur supériorité militaire sur les autres pays. Ces principes fondamentaux sont ceux de la politique américaine et ils le resteront vraisemblablement encore longtemps.

Qu'est-ce qui a donc changé? En retournant à la fin de la guerre froide, on se rappelle la vague d'optimisme qui avait déferlé. Nombreux étaient ceux qui y avaient vu la « fin de l'histoire » et l'avènement d'une civilisation désormais libre de tirer les avantages de la démocratie libérale et du libre marché dans un contexte de mondialisation. Cependant, les attaques terroristes du 11 septembre ont montré que l'histoire se poursuit et que les différences de conceptions et d'idéologies vont encore nous hanter et causer de nombreux affrontements sanguinaires. Dans cet ordre d'idées, le 11 septembre est peut-être, malheureusement, un signe avant-coureur de ce qui reste à venir.

Les liens transatlantiques entre les États-Unis et l'Europe pourraient constituer un autre des changements importants à venir. En termes simples, il se pourrait que les États-Unis et l'Europe aient moins d'intérêts communs sur le plan stratégique que durant la guerre froide. Les États-Unis pourraient délaisser peu à peu l'Europe, davantage préoccupée par l'enterrement des antagonismes historiques et par l'approfondissement de son intégration économique et politique, ainsi que par le déclin de sa population et, possible-ment, de son produit intérieur brut.

Enfin, un participant a soutenu que les Américains étaient devenus plus méfiants envers les institutions, tant nationales qu'internationales, comme l'ONU. Les Américains seront probablement moins favorables que par le passé à l'idée de céder l'autorité à de telles institutions internationales, surtout en ce qui concerne les questions qui leur sont vitales.

Certains participants ont affirmé que les États-Unis continueraient à appuyer l'OTAN et l'ONU une fois que la crise d'Iraq va se calmer. Ils se sont demandés, toutefois, si les États-Unis, par leurs nouvelles politiques, ne s'étaient pas embourbés et s'il n'y avait pas des moyens plus durables de faire face au terrorisme en attaquant ses racines.

Quelques participants ont suggéré que le problème est que le terrorisme est une menace immédiate à laquelle il faut faire face maintenant, ce qui laisse peu de temps pour réfléchir aux stratégies à long terme. De plus, les États-Unis étaient persuadés qu'ils travaillaient justement dans l'esprit de cette stratégie à long terme lorsqu'ils ont cherché à établir la paix au Moyen-Orient avec les Accords d'Oslo et lorsqu'ils sont allés à la défense des Musulmans en Bosnie et des Albanais au Kosovo. Il est maintenant clair que ces gestes n'ont eu aucun effet sur l'état d'esprit des terroristes islamiques.

Certains ont aussi demandé si la situation actuelle ne risquait pas de provoquer un « choc des civilisations » comme l'a annoncé Samuel Huntington, ou encore si les politiques américaines, en coupant l'herbe sous le pied des institutions internationales, ne risquaient pas de mener à une plus grande instabilité et même à l'anarchie. D'autres ont soutenu qu'un choc des civilisations risquait d'arriver, pas tant entre l'Occident et l'Islam, qu'entre les Musulmans modérés et les extrémistes. Quant au danger d'abandonner les processus multilatéraux, nombreux sont les Américains qui jugent ces processus trop lourds et trop lents pour s'attaquer à des questions vitales qui affecteront non seulement les États-Unis, mais aussi le monde entier. Certains Américains, par contre, voient le fait d'entretenir des relations de travail avec d'autres comme étant le fondement de la politique internationale américaine.



RAPPORT DE LA DEUXIÈME SÉANCE : LE MOTEUR ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS : LES POINTS FORTS ET LES RISQUES

La deuxième séance de la série a porté sur certains des succès économiques des années 1990, mais on y a examiné aussi le récent ralentissement économique aux États-Unis. Les participants ont étudié certains des défis cruciaux auxquels fait face l'économie américaine à court et à long terme, dont l'actuelle reprise économique dite sans création d'emplois, la concurrence des nouveaux marchés comme la Chine et l'Inde, ainsi que les choix difficiles auxquels sont confrontés les États-Unis en ce qui touche les dépenses au titre des soins de santé et de la sécurité sociale devant les déficits chroniques.

Analysant l'économie américaine au cours des dix dernières années, un participant l'a divisée en quatre phases distinctes. La première phase s'est caractérisée, à partir de 2001-2002, par une récession à la suite d'une période d'expansion dans les années 1990 qui a mené à une surcapacité. Tandis que les récessions américaines antérieures avaient généralement découlé d'un choc externe lié à l'énergie (p. ex. la montée en flèche des prix du pétrole de l'OPEP par suite de la guerre du Yom Kippour en 1973), cette dernière récession a été un phénomène « de l'intérieur », résultat d'une surcapacité et d'une surproduction. Les années Clinton ont été marquées par la plus importante période d'expansion économique de l'après-guerre. La nature de l'expansion, alimentée en partie par le boom des titres boursiers du secteur de la haute technologie, a mené à un climat que le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, a qualifié, dans un commentaire célèbre, « d'exubérance irrationnelle ». Des taux de croissance élevés et un optimisme excessif ont encouragé de nombreuses entreprises, particulièrement les entreprises de haute technologie, à prévoir le maintien du rythme de croissance et de la demande. Lorsqu'avec le temps, ces prévisions se sont avérées irréalistes, les entreprises ont commencé à diminuer

la production, ce qui a entraîné l'économie dans une spirale descendante de l'économie.

La deuxième phase a correspondu à la récession qui n'a pas été aussi grave que certains l'avaient craint. Comme dans toute récession, on s'attendait à ce que les consommateurs imitent le mouvement de frein des entreprises en réduisant eux-mêmes leurs dépenses, ce qui ne pouvait faire autrement qu'affaiblir encore davantage l'économie. À la surprise générale, ce scénario négatif ne s'est pas matérialisé. Le consommateur américain s'est avéré plus résistant. Autre surprise, les dépenses des consommateurs consacrées aux voitures et au logement ont permis de prévenir une récession plus profonde. Lors des récessions précédentes, les achats de voitures et de maisons avaient baissé avec l'économie : dans ce cas-ci, non seulement ils n'ont pas diminué, mais ils ont augmenté à un niveau record. Comment cela s'explique-t-il? Diverses explications sont possibles, dont celle du stimulus appréciable de la Réserve fédérale, du vaste refinancement des établissements de crédit et du simple fait que, pour bon nombre de familles, leur maison et non leur équité, était leur bien le plus précieux, leur avoir le plus important.

La phase trois a été celle de la reprise économique, même si elle a été décevante. Ici, on pourrait employer la métaphore du marathon et se demander si le consommateur américain était vraiment en mesure de soutenir longtemps son rythme de dépenses. En 2002, l'inquiétude causée par la crise en Irak et la vague de scandales dans les entreprises ont secoué l'économie et entraîné trois trimestres de faible croissance et la perte de trois millions d'emplois dans le secteur privé. Néanmoins, même si les entreprises ont diminué leur capacité et réduit leurs coûts, elles ont continué de se moderniser et d'investir fortement dans les nouvelles technologies, maintenant ainsi une forte productivité et conservant un avantage sur la concurrence.

Enfin, la quatrième et la plus récente phase a été celle du réel renforcement des acquis. L'optimisme général et un certain nombre d'indicateurs économiques étaient à la hausse, et nombreuses ont été les personnes qui prédisaient une forte croissance. Les participants à la séance ont remarqué que le

pronostic à moyen terme était quelque peu ambigu. Malgré les bonnes nouvelles à maints égards, on a discuté d'autres facteurs qui assombrissent l'horizon économique à court terme. Par exemple, on a exprimé une certaine inquiétude par rapport aux niveaux élevés de surcapacité toujours présents dans l'économie. On a également souligné le phénomène du « président-directeur général prudent » qui, brûlé par des prévisions de croissance irréalistes dans les années 1990, veille maintenant à mettre en place une structure de coûts durable. En fait, seulement 14 p. cent des présidents-directeurs généraux prévoient engager de nouveaux employés en 2004. Qui plus est, les achats élevés de voitures et de maisons qui ont permis de contenir la récession en 2002, nuisent maintenant à l'économie puisque les consommateurs, désormais bien équipés vont délaisser ce genre d'achat jusqu'à moyen terme. Ce faisant, ils vont priver l'économie de l'élan qu'ils lui avaient donné lors des récessions précédentes. Pour finir, un bon nombre d'états et de localités sont toujours embourbés dans une situation financière et économique difficile. Toutefois, les entrepreneurs et investisseurs américains semblent recouvrer leur dynamisme.

Les participants ont abordé un large éventail de sujets, notamment l'ALÉNA, l'absence de consensus économique en Amérique du Nord et l'impact économique des élections présidentielles de 2004.

Au cours des dernières années, on a observé que l'espace économique nord-américain est devenu plus vaste que l'espace politique. Cependant, selon certains observateurs, le Canada et les États-Unis semblent avoir adopté des approches différentes face au déficit et au protectionnisme, mais devraient songer à suivre un programme économique conjoint pour l'Amérique du Nord. Le succès continu de l'ALÉNA et la libéralisation générale du commerce et de l'économie exigeront des États-Unis un fort leadership qui semble actuellement faire défaut aux deux partis politiques américains. Un participant américain a indiqué que les Canadiens devraient cultiver de plus étroites relations avec

les représentants des deux partis aux plus hauts échelons pour mieux faire avancer leurs initiatives et défendre leurs intérêts à Washington.

Les participants ont discuté de deux sujets qui pourraient avoir des conséquences notables à long terme sur l'économie américaine : le développement de la Chine et la perception qu'avec l'Inde, ce pays détourne les emplois des Américains en sous-évaluant délibérément sa devise; et les réductions d'impôt du gouvernement Bush, qui risquent d'alourdir les déficits budgétaires à long terme des États-Unis.

Un participant s'est interrogé sur la véracité des rapports suggérant que ces réductions ont un motif idéologique. Est-il vrai que les réductions d'impôt du président Bush sont simplement un moyen de refuser de financer des programmes sociaux et d'appauvrir le Trésor pour décourager les dépenses fédérales, comme l'a prétendu l'économiste Paul Krugman dans un récent article? Selon un panéliste, le motif des réductions d'impôt a peut-être davantage à voir avec le désir d'un gain politique à court terme en prévision des élections de 2004. En revanche, les politiques budgétaires des Démocrates tournent autour de trois objectifs difficilement conciliables : protéger les réductions d'impôt de la classe moyenne, fournir des soins de santé universels et équilibrer le budget. Trouver la manière d'atteindre les trois objectifs est le dilemme auquel font face les candidats présidentiels du Parti démocrate.

Un participant voulait savoir si le refus du Canada d'appuyer les États-Unis durant la crise en Irak avait nui à long terme aux intérêts de notre pays à Washington, D.C. On lui a répondu que le sentiment de rancune était étroitement lié à l'administration Chrétien et limité à la question de l'Irak, et qu'il s'atténuait rapidement par suite de la nécessité de collaborer dans d'autres domaines. Il faut se rappeler que l'opinion américaine est aussi fortement divisée sur la question de l'Irak. Néanmoins, selon un participant américain, lorsqu'ils se rendront à Washington, D.C., les Canadiens auront intérêt à se rapprocher des Républicains et à créer des liens plus solides avec les membres de ce parti.

La situation de l'industrie automobile est un exemple concret de la surcapacité évoquée plus haut. Celle-ci a entraîné des mises à pied et des fermetures d'usine des deux côtés de l'Atlantique, tandis que les trois Grands (Ford, General Motors et Daimler-Chrysler) regardent leur part de marché rétrécir sous la pression des importations européennes et asiatiques. Un autre problème auquel font face les fabricants d'automobiles concerne leur main-d'œuvre vieillissante et le coût des avantages sociaux de ces travailleurs (c'est à dire, les régimes d'assurance-maladie, les rentes de retraite). Ce dossier sera bientôt au premier plan des préoccupations.

Toutefois, bien que les possibilités du marché de l'automobile diminuent dans les pays développés, elles augmentent rapidement dans les pays en développement. En effet, un géant de l'industrie automobile a récemment annoncé de nouveaux investissements importants en Chine où le marché se développe rapidement. Le marché national du Mexique connaîtra également une croissance considérable. Ces développements renforcent l'interconnexion de l'économie mondiale et les pressions que les nouveaux marchés peuvent exercer sur la compétitivité des économies plus développées. L'industrie automobile nord-américaine doit aussi faire face à la dure concurrence de la Chine et de l'Inde au chapitre des pièces automobiles et des travailleurs du savoir, respectivement.

On ne peut surestimer l'importance de l'industrie automobile dans l'histoire de l'intégration économique nord-américaine. En effet, on peut dire que l'Accord canado-américain sur les produits de l'industrie automobile conclu en 1965 — le célèbre « pacte de l'automobile » — ALÉ a constitué la première étape vers l'Accord de libre-échange canado-américain. L'accès au marché américain assuré par l'ALÉ et l'ALÉNA a joué un rôle très important dans la croissance économique vigoureuse et soutenue du Canada tout au long des années 1990.

Un participant a estimé qu'il était temps, quinze ans après la signature de, l'Accord de libre-échange (ALÉ), d'examiner l'intégration économique continentale, et de se demander si le régime actuel de libre-échange va aussi loin qu'il peut.

Essentiellement, le Canada et les États-Unis ont créé une union douanière sans vraiment en chercher tous les avantages. Un secteur qui échappe à l'intégration économique actuelle est celui des régimes de réglementation. Dans ce contexte, on pourrait même évoquer la célèbre théorie du « narcissisme des petites différences » de Freud. On insiste pour garder des régimes distincts dans des secteurs comme les règlements sur les aliments et les drogues, alors qu'il serait logique d'harmoniser le processus d'approbation des nouveaux produits dans les deux pays.

En revenant à une perspective plus globale des relations économiques entre le Canada et les États-Unis, des participants ont examiné les différences entre les attitudes canadiennes et américaines. Quelques participants ont fait valoir que les Canadiens devaient se montrer plus compréhensifs et plus tolérants lorsque les États-Unis appliquent des politiques contraires aux idées canadiennes. Dans la foulée des attentats terroristes du 11 septembre, les Canadiens devraient déployer plus d'efforts pour comprendre les craintes des Américains. Ils devraient également se rappeler le rôle important des États-Unis, principal acheteur de nos produits : un sentiment de respect à l'égard de notre principal « client » devrait caractériser nos échanges avec les États-Unis.

À la suite des présentations et des tables rondes subséquentes, les participants se sont demandés si le niveau de l'intégration économique entre le Canada et les États-Unis créé par l'ALÉNA avait rendu le Canada vulnérable. Quinze ans après la signature de l'ALÉ original avec les États-Unis, et dix ans après celle de l'ALÉNA, ne sommes-nous pas trop dépendants du commerce avec un seul pays? Les panélistes ont répondu en rappelant aux participants les tentatives répétées du Premier ministre Trudeau pour trouver une « troisième option » dans les années 1970 afin de diversifier le commerce du Canada et de réduire la dépendance envers les États-Unis. On a fait valoir que, si ces efforts étaient tombés à l'eau, c'était parce qu'ils étaient motivés par des préoccupations politiques. Si on demandait aux gens d'affaires canadiens d'examiner les options en matière de commerce international du Canada, les

résultats seraient peut-être différents. On a également signalé que le libre-échange nord-américain avait permis au continent de devenir le bloc économique le plus puissant du monde, un bloc dont le PIB total de 11,4 billions de dollars dépasse largement les 8,3 billions de dollars de l'Union européenne. Un participant a évoqué la maxime de Napoléon qui disait que « la géographie, c'est la destinée ». Autrement dit, le fait de vivre à côté de l'économie la plus vaste et la plus prospère du monde, et d'avoir accès à son marché, n'est peut-être pas une si mauvaise affaire.

La séance s'est terminée par une présentation sur les perspectives économiques à court et à long terme pour les États-Unis, particulièrement à la lumière du financement éventuel des programmes sociaux pour une population vieillissante.

Si la conjoncture économique américaine à court terme n'est pas aussi mauvaise que certains l'ont prétendu, il est suggéré qu'à long terme, elle est en fait bien pire. À court terme, l'économie sera en expansion et la croissance de la productivité sera robuste. Les problèmes à long terme ont trait aux tensions que suscitera au cours des dix à quinze prochaines années le financement des soins de santé et de la sécurité sociale pour une population vieillissante. Selon certains spécialistes, les projections financières optimistes mises de l'avant récemment par le Congressional Budget Office (C.B.O.) montrent à quel point l'administration actuelle a minimisé l'ampleur du problème.

Le C.B.O. prévoit, entre autres, qu'il y aura un surplus fédéral de 251 milliards de dollars pour la période de 2005 à 2014. Un spécialiste a révélé que cette projection repose sur l'hypothèse cruciale et erronée selon laquelle les réserves de la sécurité sociale sont disponibles aux fins de dépenses courantes. Si ces fonds ne sont pas inclus dans le calcul, le surplus devient un déficit substantiel d'environ 7 à 9 billions de dollars. Dans ses projections, le C.B.O. n'a également pas tenu compte de la hausse des coûts de la sécurité sociale, de Medicare et de Medicaid, sans parler des intérêts croissants sur la dette nationale.

Il a été suggéré que la façon de faire face à la hausse des coûts des programmes sociaux pour une population vieillissante sera le plus important défi de la politique intérieure des États-Unis. Certains conservateurs préfèrent donner plus d'« autonomie » aux citoyens en leur offrant un système de « comptes individuels » qui leur permettraient de gérer eux-mêmes leur régime de retraite et de soins de santé, mais cela ne servira qu'à détourner l'argent des réserves dans des comptes privés et n'atténuera pas la pression générale exercée sur le système. Cela laisse fondamentalement trois choix à long terme : diminuer les prestations de retraite et les prestations pour soins de santé (qui comptent déjà parmi les plus basses du monde industriel), augmenter les impôts d'environ 10 p. cent du PIB ou emprunter pendant la plus longue période possible. Quelle que soit l'option que les États-Unis adopteront ultérieurement, la démocratie américaine dans son ensemble en sera très secouée.

Des participants se sont interrogés sur la capacité institutionnelle des États-Unis de réagir et de faire face à cette crise. Bien que le système présidentiel pose en effet de réels problèmes à cet égard, il ne faut pas oublier l'expérience des années 1990, alors que des dirigeants américains ont pu en arriver à un consensus et résoudre certains problèmes économiques et budgétaires. Malheureusement, ce consensus n'existe plus. Il est possible que la solution au dilemme des régimes de retraite et de la sécurité sociale soit de transférer les coûts aux personnes âgées ou à celles qui sont le plus en mesure de payer, en plus d'emprunter et de répéter le déficit. Par ailleurs, les États-Unis vont peut-être finir par adopter une taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Une dernière question a porté sur la situation des états. En général, les états jouent un petit rôle dans les programmes sociaux, à l'exception de Medicaid. À cet égard, les montants de la protection et des prestations varient énormément d'un état à l'autre. Le gouvernement fédéral de Washington, D.C. pourrait peut-être utiliser son pouvoir pour assurer une protection plus vaste et plus uniforme dans tous les états, comme au Canada.



RAPPORT DE LA TROISIÈME SÉANCE : L'ÉVOLUTION DES VALEURS AMÉRICAINES : COMPRENDRE LE TISSU SOCIAL AMÉRICAIN

Pendant la troisième séance de la série, les participants ont examiné l'évolution récente des valeurs et de l'opinion publique américaines par rapport au contexte mondial et canadien. Plus particulièrement, ils ont essayé de voir si la société américaine, au lendemain de la victoire électorale des Républicains et de la guerre au terrorisme, était en train de devenir plus conservatrice et plus nationaliste. Ils ont également jeté un regard sur l'horizon politique des États-Unis à la veille des élections présidentielles de 2004. Enfin, ils se sont demandés si les valeurs des Américains et des Canadiens se rapprochaient ou, au contraire, s'éloignaient — le débat bien connu de la « convergence ».

La séance a démarré avec un examen de certaines des mégatendances de l'opinion publique américaine au cours des dernières années. Les attitudes des Américains envers leur gouvernement révèlent toujours la même division célèbre qui a caractérisé les élections de 2000 entre les États « rouges » (Républicains) et les États « bleus » (Démocrates). Ces attitudes ont quelque peu changé depuis les années Reagan, où on s'efforçait de réduire la taille de l'appareil gouvernemental. Les Américains ne veulent plus d'une réduction radicale du rôle du gouvernement, encore moins d'un retrait à grande échelle comme ce fut le cas en 1995. Toutefois, on observe aujourd'hui aux États-Unis un certain désenchantement, mais il s'agit davantage de la perception de la façon que le gouvernement est géré par les hommes et les femmes politiques et les membres de la fonction publique plutôt que d'une remise en question de la légitimité des institutions publiques elles-mêmes.

La scission entre les « rouges » et les « bleus » revêt une dimension régionale qui a énormément évolué en l'espace d'une seule génération. Le Sud, par exemple, a déjà été massivement

Démocrate et le Nord-Est résolument Républicain. Cette répartition des électeurs est maintenant inversée; les Démocrates dominent en Nouvelle-Angleterre, mais tentent désespérément de reconquérir les « NASCAR Dads » (les hommes blancs du Sud), qui votent davantage pour les Républicains depuis une trentaine d'années. Le tableau général est, d'une part, celui du libéralisme dans les États des deux côtes et, d'autre part, du conservatisme dans le Sud et le Midwest.

Parmi les autres tendances importantes qui se dessinent dans la société américaine, mentionnons un sentiment croissant d'autonomie et de confiance en soi, surtout chez les jeunes. Ils ont moins tendance à demander l'aide du gouvernement et s'attendent à changer d'emploi plus fréquemment que les générations qui les précèdent. Cette nouvelle attitude se manifeste aussi dans le débat sur un programme fédéral auparavant intouchable comme la sécurité sociale.

Le débat sur la sécurité sociale révèle une autre tendance importante : l'ascension de la classe des investisseurs. L'attitude entreprenante décrite ci-dessus — combinée au boom d'Internet et du marché boursier des années 1990 — a donné naissance à un nouveau groupe d'Américains qui croient fermement en leur capacité de s'enrichir par eux-mêmes. Ces Américains ne s'en remettent pas nécessairement à des programmes fédéraux comme la sécurité sociale pour planifier leur retraite, mais croient plutôt qu'ils peuvent obtenir une sécurité financière à long terme grâce à leurs propres investissements, sans aide du gouvernement. Ils se perçoivent comme la classe moyenne et croient avec optimisme qu'ils peuvent grimper dans l'échelle sociale.

Enfin, en matière de tendances sociales comme la tolérance, la religion et le mariage, les Américains sont devenus plus tolérants envers les autres races et les homosexuels tout en étant plus religieux. Le taux d'assistance à l'église et le nombre de mariages sont aussi de forts indicateurs des affiliations politiques, les Républicains étant religieux et mariés, et les Démocrates, laïcisés et célibataires. En ce qui concerne la race et l'ethnie, les jeunes noirs sont moins volontiers Démocrates

et les Latinos, fortement influencés par les « valeurs familiales », penchent de plus en plus vers les Républicains.

Les participants ont ensuite examiné le panorama politique américain dans la course aux élections présidentielles et du Congrès de 2004. Les électeurs se répartissent encore également entre les deux partis, et il sera difficile pour l'un ou l'autre d'obtenir une majorité. Pour les Démocrates, un facteur important est la présence ou l'absence de Ralph Nader, qui a divisé le vote en 2000. Ils devraient donc, en 2004, s'en tenir à la même stratégie qu'en 2000 et poursuivre la victoire avec ferveur dans les États hésitants. Il leur faudra cependant se concentrer sur la feuille de route du président Bush.

Un expert a suggéré que les Démocrates devront aussi « semer des idées » chez les électeurs, une stratégie qui a réussi au président Clinton et au vice-président Gore durant leur passage au pouvoir. Par exemple, dans les années 1990, les Démocrates ont répété un message de responsabilité personnelle qui leur a ensuite permis d'introduire la réforme de la sécurité sociale. Les Républicains ont également appliqué cette stratégie avec efficacité. Ils ont livré un message d'insatisfaction face à une société qui, selon eux, est devenue permissive face aux questions sociales tout en menaçant le droit constitutionnel de porter une arme. La capacité des Républicains de tirer parti de cette insatisfaction a mené à leur victoire historique en 1994, quand, dirigés par Newt Gingrich, ils ont recouvré le contrôle de la Chambre des représentants après 42 années de domination démocrate.

En fait, il est possible que les Démocrates ne se soient jamais vraiment remis de cette défaite. Pour surmonter le choc de cette perte — et reprendre le contrôle de la Maison Blanche et du Congrès — ils devront emporter l'adhésion des États hésitants. Un participant américain a observé qu'ils devront aussi présenter une position forte en matière de défense et de sécurité nationale.

Un participant s'est demandé si l'apathie des électeurs, problématique au Canada, était aussi préoccupante aux États-Unis. C'est un problème à l'échelon municipal et étatique, mais,

en 2000, Al Gore a obtenu un bon taux de participation. On a rappelé aux participants qu'aux États-Unis, contrairement au Canada, l'inscription des électeurs est la clé du succès et c'est aux partis qu'il revient de faire inscrire leurs partisans sur la liste des électeurs, tâche souvent difficile auprès des jeunes.

Toutefois, certains ont soutenu que l'apathie des électeurs n'était pas nécessairement une mauvaise chose. Ils affirment que, dans l'ensemble, les gens ne s'intéressent plus autant à la politique, et que ce qui semble être de l'apathie peut être tout simplement de la satisfaction. Si les électeurs sont généralement satisfaits de l'état des choses, ils se soucient moins de voter. S'ils sont insatisfaits — comme lors du plébiscite de révocation de 2003 en Californie — ils viennent nombreux aux bureaux de scrutin.

Un autre aspect de la politique américaine concerne le financement des campagnes électorales. Un participant a demandé quelle importance avait l'argent dans le processus électoral aux États-Unis. Les sondages indiquent que la plupart des Américains sont maintenant habitués aux sommes importantes qu'utilisent les candidats et ne voient pas nécessairement d'un mauvais œil que des gens utilisent leur fortune personnelle à des fins électorales. Il y a une différence notable dans la façon dont les Républicains et les Démocrates se servent de leurs fonds en période électorale. Les Démocrates sont probablement plus efficaces dans leurs dépenses en veillant bien à ce que chaque dollar les rapproche de leur objectif. Toutefois, les récentes réformes électorales semblent plus favorables aux Républicains qu'aux Démocrates. Quoi qu'il en soit, un grand nombre d'observateurs poussent pour d'autres réformes du financement des campagnes et ce sujet promet de continuer à susciter d'intenses débats. Il existe à cet égard une très nette différence entre les pratiques canadiennes et américaines qui reflète les tendances politiques plus profondes des deux peuples.

La discussion s'est ensuite tournée vers la relation entre la politique et les médias, particulièrement Internet. L'ancien gouverneur du Vermont, Howard Dean, par exemple, a utilisé Internet de façon novatrice pour organiser ses partisans

et amasser des fonds. On a soutenu qu'il avait créé, par cette utilisation d'Internet, un nouveau mouvement dans la politique américaine. Un participant s'est dit curieux de connaître le rôle joué par la chaîne conservatrice Fox News, mais on lui a répondu que les commentateurs de Fox News faisaient davantage du divertissement que de l'information. Un autre participant a soutenu que les médias américains avaient des points de vue diversifiés et qu'ils n'étaient pas aussi monolithiques que le prétendent certains critiques. En ce qui concerne Fox News en particulier, de nombreux Américains pensent qu'elle fait contrepoids à la vision libérale dominante de l'ensemble des médias américains.

Les participants ont également réfléchi aux thèmes plus fondamentaux de la campagne présidentielle de 2004. L'environnement ne devrait pas jouer de rôle dans ces élections, car cette préoccupation est presque exclusivement associée aux Démocrates et, de toute façon, plus souvent abordée aux échelons locaux et étatiques. En ce qui concerne la guerre en Irak et les retombées du 11 septembre, les Démocrates devront faire de grands efforts pour rassurer les Américains; il ne suffira pas de jouer sur l'animosité que ressentent de nombreux Démocrates envers le Président. Les attentats du 11 septembre ont laissé une empreinte indélébile dans le paysage politique américain, et la sécurité demeurera encore longtemps la principale préoccupation. Il semble que les Américains soient prêts à accorder au Président le bénéfice du doute relativement à l'Iraq considérant cette intervention comme faisant partie de la lutte pour défendre les États-Unis contre le terrorisme.

Enfin, il est peu probable que la position du Canada face à la guerre en Irak et l'attitude plus libérale des Canadiens relativement au mariage gay, aux produits pharmaceutiques et à la décriminalisation de la marijuana aient suscité un nouveau mécontentement durable aux États-Unis. Selon un observateur, comme les Américains eux-mêmes sont divisés sur ces questions (qui joueront probablement un rôle important dans les élections de 2004), elles ne devraient pas nuire aux relations entre les États-Unis et le Canada.

L'état actuel des valeurs et des attitudes des Américains, et les différences par rapport à celles des Canadiens, a occupé le reste de la discussion. Évoquant le concept de « capital social », un participant a observé que les réseaux américains d'amis et de connaissances, et le degré de participation à la vie communautaire, avaient diminué de façon importante depuis les années 1960. Cette diminution des liens communautaires et des réseaux pourrait avoir des conséquences importantes non seulement pour la société américaine, mais aussi pour la politique, et même la santé, des Américains.

Un autre observateur a souligné que, par le passé, la menace à l'identité canadienne était interne et venait du mouvement indépendantiste du Québec. Aujourd'hui, cependant, le mouvement indépendantiste est en veilleuse et cette menace vient de l'extérieur, d'une nation américaine qui semble avoir évolué radicalement en matière de race, d'ethnicité, d'immigration et de religion. Toutefois, il a affirmé que l'attitude des Canadiens envers les États-Unis est quelque peu contradictoire : une majorité de Canadiens estiment que le Canada est supérieur aux États-Unis, mais admirent les États-Unis, car on y offre aux citoyens « de meilleures chances d'avancement ».

À partir des résultats de divers sondages, les participants ont aussi étudié plus en profondeur les différences — et les similitudes — entre les Canadiens et les Américains. Les conclusions d'un certain nombre d'études sur les valeurs américaines et canadiennes, par exemple à l'égard de la religion, des chances de succès personnel et de l'homosexualité ont révélé une pratique religieuse plus marquée aux États-Unis où, notamment, on croit que « Dieu aurait confié un rôle spécial aux États-Unis dans les affaires du monde ». On a également observé une nette différence face à l'homosexualité, mais une convergence semblable, des deux côtés de la frontière, pour ce qui est de la capacité de chacun de forger sa destinée.

En ce qui concerne le concept de capital social, les participants se sont demandés si l'aménagement urbain avait un impact sur la capacité des gens de s'intégrer à leur communauté. On a reconnu que cela pouvait avoir un effet (il existe même une

règle 10-10, selon laquelle on perd 10 p. cent du capital social pour chaque tranche de 10 minutes passée à conduire pour aller au travail). Par contre, l'aménagement urbain ne peut pas, à lui seul, faire que les citoyens aient un esprit civique plus développé. Un autre participant voulait savoir dans quelle mesure Internet avait contribué à la diminution du capital social, mais cette diminution s'est amorcée bien avant l'apparition d'Internet. Internet ne pourra jamais donner le sentiment d'appartenir à la collectivité, mais il peut le remplacer par des liens au-delà de la géographie.

Les participants se sont penchés sur le rôle de la religion aux Etats-Unis, particulièrement sur l'idée de « mission divine » dévolue aux Etats-Unis et évoquée plus tôt. À cet égard, il existe définitivement un fossé entre les Américains plus âgés, généralement plus religieux, et les jeunes. Cependant, certains sujets comme l'avortement font fi des générations. Nonobstant les croyances religieuses, on ne doit pas oublier le fort et profond courant « d'exceptionnalisme » qui sous-tend la culture politique américaine, selon lequel les États-Unis, depuis leur création, se sont consciemment détachés du reste du monde (en particulier l'Europe) pour s'imposer comme le phare de la liberté au reste du monde.

Les participants ont examiné et remis en question la croyance répandue que les Américains et les Canadiens se rapprochent constamment dans leurs valeurs, leurs opinions et leurs attitudes. Des sondages, réalisés avant les trois dernières élections américaines et chaque année au Canada, révèlent une divergence entre les Canadiens et les Américains sur un grand nombre de sujets.

Portant sur un large éventail de valeurs sociales, les résultats montrent que, depuis 1992, les Canadiens épousent plus des valeurs et des idéaux axés sur « le bien-être, l'harmonie, la responsabilité et la souplesse », tandis que les Américains évoluent vers des valeurs caractérisées par un mélange paradoxal de comportements ostentatoires et de conformité aux normes et aux structures traditionnelles.

En examinant ces données par régions, on observe que les états du sud des États-Unis présentent la plus forte tendance à afficher les valeurs mentionnées ci-dessus, tandis que les provinces canadiennes (davantage au Québec; moins en Alberta) penchent dans la direction opposée. Un examen par tranches d'âge révèle la même tendance, en particulier chez les moins de 20 ans : aux États-Unis, ce groupe a évolué constamment vers des valeurs favorisant l'individualisme, tandis que les jeunes Canadiens sont demeurés fidèles aux valeurs de l'idéalisme et de l'autonomie.

L'énoncé : « Le père de famille doit être le maître du foyer » illustre bien les divergences de valeurs entre les Américains et les Canadiens. Près de la moitié des Américains sondés (49 p. cent) étaient d'accord, contre seulement 18 p. cent des Canadiens. À cet égard, les Canadiens sont beaucoup plus près des Européens que des Américains.

Un participant a observé que ces résultats témoignent peut-être du succès des francophones du Québec à faire évoluer les valeurs des Canadiens vers une plus grande permissivité, une plus grande autonomie et une plus forte expression de soi. Un autre participant s'est inquiété du fait que le fossé entre les valeurs des Canadiens et des Américains semble se creuser à un rythme accéléré. Toutefois, il est important de ne pas exagérer la situation et de se rappeler que les résultats de l'élection de 2000 auraient pu être tout autres et permettre à Al Gore d'accéder à la présidence. En outre, à ce jour, la répartition en deux camps politiques de force pratiquement égale persiste, selon certains sondages.

Un participant a résumé de façon humoristique les différences de valeurs entre les Canadiens et les Américains : les Américains sont religieux, aiment le risque et l'argent et montrent une plus grande tolérance envers la violence; les Canadiens sont laïcs, allergiques au risque, se méfient de l'argent et croient que la violence n'est acceptable que sur des patins.

CONCLUSIONS

Les présentations et les discussions de la première moitié de cette série de séances ont porté sur trois secteurs clés dont chacun a un impact réel ou potentiel sur les relations canado-américaines : la politique étrangère, l'économie et la société. L'évolution récente des États-Unis dans chacun de ces secteurs, qu'il s'agisse des résultats de l'administration Bush et des suites du 11 septembre ou de questions antérieures à son passage à la présidence, a créé de réelles difficultés pour les responsables de l'élaboration des politiques dans la fonction publique fédérale canadienne. En présentant aux sous-ministres et aux sous-ministres adjoints les réflexions d'experts sur ces questions, les trois premières séances les aideront à surmonter ces difficultés à l'avenir.

La première séance leur a permis de mieux comprendre l'impact profond des attentats terroristes du 11 septembre sur les États-Unis et leur vision du monde. Les participants ont examiné la politique étrangère des États-Unis dans la stratégie américaine de sécurité nationale qui préconise l'option d'une action préventive contre les menaces avant qu'elles se concrétisent. L'effet de cette stratégie sur les plus petits pays comme le Canada a fait l'objet d'une grande partie de la discussion.

L'économie et le commerce sont au cœur de la relation entre les États-Unis et le Canada. Sur ce thème, les participants ont examiné les récents reculs et succès de l'économie américaine et les défis à long terme que devront relever les États-Unis pour annuler les déficits budgétaires et les exigences d'une population vieillissante. Les participants ont également réfléchi au libre-échange nord-américain dans un contexte mondial dynamique et aux façons de l'améliorer.

Enfin, ils ont étudié la société et les valeurs américaines à la veille des élections présidentielles de 2004. Les Américains sont aussi divisés qu'ils l'étaient en 2000, et les Démocrates et les Républicains devront se battre pour obtenir le soutien d'un petit groupe d'électeurs indécis. Toutefois, les participants ont observé que la polarisation persistante de la société américaine coïncide également avec une divergence des valeurs entre le

Canada et les États-Unis dans leur ensemble. On peut adapter la thèse populaire avancée par l'écrivain américain Robert Kagan, selon laquelle les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus, pour trouver aux Canadiens une place entre ces deux pôles.

L'exploration de ces sujets a favorisé une meilleure compréhension des grandes tendances dans les États-Unis par les cadres dirigeants. Les prochaines séances, axées sur la sécurité en Amérique du Nord après le 11 septembre, la gouvernance continentale au XXI^e siècle et les options dont disposent les responsables de l'élaboration des politiques au Canada dans la « nouvelle Amérique du Nord », promettent encore une fois de fournir aux sous-ministres et aux sous-ministres adjoints une occasion de mieux comprendre notre relation bilatérale la plus importante et l'une des plus importantes questions de politique publique du Canada.